PRÉSIDENTIELLE 2022 LES GRANDS ENJEUX

LA PLACE DE LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE : LES MESURES DES CANDIDATS



LUTTE OUVRIÈRE

NATHALIE ARTHAUD

- *Créer les « États-Unis socialistes d'Europe » et favoriser « tout ce qui va dans le sens de la disparition des frontières ».*
- *S'en tenir à un non-alignement de la France en matière d'engagement de défense.*
- *Libérer la circulation et l'installation pour tous les travailleurs du monde.*



PARTI COMMUNISTE

FABIEN ROUSSEL

- *Revoir l'application de la dernière réforme de la politique agricole commune (Pac) et sortir l'agriculture des négociations de l'OMC.*
- *Mettre fin à la règle des 3 % du déficit public annuel et au « carcan austéritaire » du pacte de stabilité.*
- *Soutenir le moratoire de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) sur l'exploitation des fonds marins.*
- *Fermer les bases militaires à l'étranger et stopper les opérations militaires extérieures.*



LA RÉPUBLIQUE EN MARCHE

EMMANUEL MACRON

- *Assurer l'autonomie stratégique de l'Europe par la définition d'une doctrine commune, un renforcement des capacités des armées et de leur coordination.*
- *Établir une grande stratégie maritime pour le pays, deuxième puissance du monde en la matière.*
- *Être la première grande nation atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.*
- *Mettre en œuvre une taxe carbone aux frontières de l'Europe pour éviter la concurrence déloyale.*



RÉSISTONS !

JEAN LASSALLE

- *Retirer à la Commission européenne la mission de représenter la France dans les traités de protections des investissements internationaux.*
- *Soumettre l'engagement ou le retrait des forces françaises à un vote du Parlement ou à un référendum.*
- *Revoir les traités de défense passés avec nos anciennes colonies.*
- *S'affranchir de directives européennes relatives à la conservation de la nature.*



RASSEMBLEMENT NATIONAL

MARINE LE PEN

- *Affirmer la supériorité des lois françaises sur les lois européennes en empêchant l'application de tout texte européen qui serait contraire à la Constitution française.*
- *Renforcer la souveraineté et l'indépendance du pays en matière de défense.*
- *S'opposer aux traités de libre-échange en cours de négociation et mettre fin à l'application provisoire du Ceta.*
- *Interdire les importations de produits agricoles ne respectant pas les normes de production françaises.*



RECONQUÊTE !

ÉRIC ZEMMOUR

- *Réorienter l'UE vers une Europe des nations et « faire primer toute nouvelle loi nationale sur le droit européen existant ».*
- *Bloquer les traités de libre-échange pour « défendre nos entreprises et nos agriculteurs ».*
- *Refonder les relations avec l'Afrique et soutenir les États qui maîtrisent les flux migratoires.*



LA FRANCE INSOUMISE

JEAN-LUC MÉLENCHON

- *Recourir à l'opt-out, une disposition par laquelle un État membre peut ne pas adopter une politique européenne afin de ne pas bloquer tous les autres pays qui souhaiteraient le faire.*
- *Imposer le respect des normes sociales et écologiques pour la commercialisation des produits importés en France.*
- *Renforcer l'aide au développement au Sahel et annuler les dettes de certains pays africains.*
- *Refuser toute intervention militaire sans mandat de l'ONU. Réviser les accords de défense passés avec les pays africains.*



PARTI SOCIALISTE

ANNE HIDALGO

- *Soumettre les accords de libre-échange à des critères environnementaux et sociaux.*
- *Mettre fin au pacte de stabilité et de croissance au profit d'un pacte de progrès aux règles « compréhensibles de tous les citoyens ».*
- *Consulter le Parlement sur la poursuite des opérations militaires extérieures.*
- *Engager les Gafam dans la transition écologique.*



ÉCOLOGISTES

YANNICK JADOT

- *Renforcer le rôle du Parlement européen par la mise en place d'une convention constituante « destinée à réformer les traités ».*
- *Mettre fin au pacte de stabilité et de croissance pour le renouveler avec des critères conformes aux exigences de transition écologique.*
- *Mettre en place un moratoire sur la signature d'accords commerciaux (Ceta, Mercosur) afin de les renégocier.*
- *Porter une initiative européenne de développement des services de santé publique en Afrique.*



LES RÉPUBLICAINS

VALÉRIE PÉCRESSE

- *Repenser au niveau communautaire la règle des 3 %de déficit public en sortant les investissements liés à la défense et à la transition énergétique.*
- *S'opposer à tout « empiètement » de la jurisprudence européenne sur la Constitution française.*
- *Restaurer l'image et la place de la France sur le continent africain.*
- *Protéger les données stratégiques de l'État et des Français dans un cloud français.*



NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

PHILIPPE POUTOU

- *Rompre avec les traités européens « pour une Europe des travailleurs et des peuples ».*
- *Retirer les troupes militaires d'Afrique Arrêter les exportations d'armes françaises..*
- *Abolir la dette des pays du Sud global.*
- *Accorder le droit d'asile pour celles et ceux qui fuient la guerre et les persécutions sans distinction entre les migrants dits « économiques » et les réfugiés.*



DEBOUT LA FRANCE

NICOLAS DUPONT AIGNAN

- *Remplacer l'Union européenne par une Communauté des nations libres.*
- *Renégocier les traités et renoncer au Ceta et au Tafta et interdire les produits ne respectant pas certains critères environnementaux et sanitaires.*
- *Abroger la directive « travailleurs détachés » qui permet l'embauche en France de salariés d'autres pays européens.*
- *Lancer un partenariat renforcé pour développer l'Afrique.*

INFOGRAPHIE S.W.-A.L. / PHOTOS : AFP - MAXPPP - ARCHIVES MIDI LIBRE

Analyse



Sa présence dans le haut des statistiques cacherait le déclassement de la France

Crise de confiance ou réalité d'un déclin ?

« La France n'est elle-même que lorsqu'elle porte une part de l'espérance du monde », disait André Malraux, l'écrivain, résistant. Le ministre de la Culture d'une France adossée à ses succès nucléaires, aéronautiques, industriels. Qui claquait la porte de l'Otan, refusait l'alignement sur l'Amérique, reconnaissait la Chine a contrario de ses alliés, dirigée par un de Gaulle écrivant dans ses *Mémoires de guerre* qu'il imaginait la France *« vouée à une destinée éminente et exceptionnelle »*. Elle devait être faite de *« succès achevés et de malheurs exemplaires »*.

À entendre certains candidats à la présidentielle ressasser le déclin de l'Hexagone ou à lire cette autre citation de Pascal Bruckner dans le *Huffington Post*, voyant en nous une *« vanité sans pareil »* et *« un manque de confiance »* qui seraient le *« syndrome des nations en perte de vitesse »*, la France serait aujourd'hui bien loin de cet enthousiasme gaullien. Un pays qui régresse, dont l'influence s'étiole sur la scène internationale, déclinisme que partagent 65 % des Français, selon un sondage Ifop daté de novembre 2021, mais que balaye Michel Fournier, directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères de 99 à 2002.

La rengaine masochiste ?

« Le déclinisme, c'est une façon de critiquer le pouvoir en place, ce n'est pas nouveau. Le déclinisme actuel est lié à ce "c'était mieux avant" et avant, c'était l'empire. C'est la même chose au Royaume-Uni avec le Brexit et le slogan Global Britain. Il y a toute une population qui est sensible à ce genre de discours. »

Sans doute la France n'est plus celle si fière de De Gaulle. Sûrement vaut-elle mieux qu'une rengaine *« masochiste »*, insiste Alain Nonjon, normalien, ancien professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et en classe préparatoire (photo). *« La pandémie a soulevé un certain nombre de faiblesses, l'épisode des masques et notre souveraineté industrielle. Mais sans que l'on se rende compte que le rattrapage avait été assez rapide et que d'autres bases industrielles avaient été préservées. »*

La France dispute à la Grande-Bretagne et à l'Inde, les places 5 à 7 du classement mondial à l'aune de leur PIB, derrière les États-Unis, Chine, Japon, avec lesquels sa démographie ne se compare pas. Pas plus qu'avec l'Inde, d'ailleurs. À s'interroger du coup si, en fait de déclassement français, ce ne serait pas d'abord un rééquilibrage à l'échelle de la planète, en tous les cas au plan économique. À rebours de ceci, d'ailleurs, le pays occupe le premier rang en Europe pour les investissements étrangers depuis 2018 sans discontinuer, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Forces et déceptions

« En période d'inventaire, on a tendance à vouloir isoler les points les plus négatifs », observe Alain Nonjon, auteur d'une tribune sur les dizaines de raisons d'aimer, respecter, admirer, craindre la France.

Il liste *« ses atouts historiques »* qu'elle préserve – infrastructures, innovation, recherche, qualités de vie et de sa main-d'œuvre –, indique que hors de ses frontières *« la perception s'améliore sur des critères qui sont traditionnellement des points faibles »*, flexibilité et coût du travail, climat social ou fiscalité. Son économie affiche aujourd'hui un million de start-up, qui emploient une fois et demie ce chiffre en salariés, *« créent plus d'emplois que les entreprises classiques »* et illustrent volontiers sa créativité.

L'historien n'occulte pas les limites de sa politique étrangère. *« C'est plutôt à Pékin que se dessine une grande partie de l'avenir de l'Afrique. On n'est pas parvenus à être un point d'équilibre entre les États-Unis et la Russie, on a l'impression que la France est une puissance sous influence*, dit-il, qui regrette *cette notion de France des droits de l'homme mortifiée parce qu'on n'a pas suffisamment porté attention à des dérives. On aurait dû incarner, on a déçu. »* Comme on décevrait, estime-t-il, aux plans militaire – *« la France n'a plus les moyens d'être une puissance gyrophare capable d'intervenir partout »* – et environnemental, faute d'un *« véritable bilan »* en la matière. Une occasion ratée de leadership et de renforcer son soft power.

Ollivier Le Ny